

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

SECRETARIAT GENERAL

Service de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

A R R E T E P R E F E C T O R A L

prescrivant à la Société BASF la réalisation
des évaluations et la mise en oeuvre des
mesures de dépollution rendues nécessaires
par les conséquences du déversement accidentel
de 600 litres d'acétate de butyle survenu
le 29 avril 1991 dans l'enceinte de son
établissement de DACHSTEIN

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 6 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi précitée ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 30 avril 1991 relatif au déversement accidentel de 600 litres d'acétate de butyle survenu le 29 avril 1991 dans l'enceinte de l'établissement de la Société BASF à DACHSTEIN ;
- CONSIDERANT qu'il importe, en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées, de prescrire à la Société BASF la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des mesures de dépollution rendues nécessaires par les conséquences de l'accident survenu le 29 avril 1991 ;
- SUR proposition de l'Inspecteur des Installations Classées ;

.../...

- A R R E T E -

Article 1er -

La Société BASF Peintures et Encres SA, dont le siège social est à CLERMONT DE L'OISE 60602 - BP 26 - Zone Industrielle - représentée par son Directeur de l'Usine de DACHSTEIN, M. ORIGAS prendra toutes mesures utiles pour évaluer l'étendue, reconnaître l'origine et l'état de la pollution des eaux superficielles et souterraines ainsi que de la pollution des réseaux d'assainissement communaux et intercommunaux aboutissant à la station d'épuration du SIVOM de MOLSHEIM-MUTZIG, suite au déversement accidentel d'environ 600 litres d'acétate de butyle, survenu sur le site de son usine de DACHSTEIN, le 29 avril 1991.

Article 2 -

L'exploitant fera procéder au contrôle de la qualité des eaux aboutissant à la station d'épuration d'ERNOLSHEIM SUR BRUCHE et des eaux rejetées à la rivière, la Bruche.

Des prélèvements d'eaux, de mousse surnageante et des boues activées, seront effectués par une personne ou un organisme spécialisé et des analyses d'eau de sédiments seront effectuées par un laboratoire agréé.

Article 3 -

Le nombre, les lieux de prélèvement, la fréquence et la nature des analyses à effectuer seront déterminées en accord avec la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, le SIVOM et l'Inspection des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Article 4 -

Les travaux de dépollution à effectuer, le nettoyage et le curage des réseaux d'assainissement, des bassins de la station d'épuration ou de la rivière seront déterminés en fonction de la teneur en polluants et en produits de dégradation présents dans ces installations.

Les boues polluées, les résidus du nettoyage seront traités dans un centre agréé pour l'élimination de déchets industriels. Tout autre mode d'élimination compatible avec la teneur en polluants des résidus pourra également être retenu.

Article 5 -

Les frais inhérents au respect des prescriptions du présent arrêté, ainsi que la destruction des déchets chargés en acétate de butyle, seront à la charge de la Société BASF.

.../...

Article 6 -

L'ensemble des dispositions du présent arrêté ainsi que les contrôles de la qualité des eaux en amont et en aval de la station d'épuration seront maintenus jusqu'à disparition de tout risque pour la faune et la flore aquatique.

Article 7 -

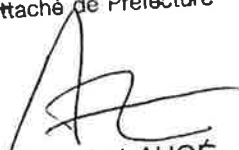
L'exploitant informera sans délai la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des mesures prises afin d'éviter la récurrence d'un tel incident.

Article 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, les Inspecteurs des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la Société BASF.

Strasbourg, le 31 MAI 1991

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
L'Attaché de Préfecture


Jean-Michel AUGÉ

LE PREFET
P. Le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Michel PINAULT



Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement).
La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.
Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.
Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.